

"Nous désespérons de nos dirigeants dont les actes sacrifient l'avenir à la seule voracité financière"

Après trente jours sans s'alimenter, ne buvant que de l'eau ou de la tisane, les grévistes de la faim mobilisés contre la construction d'une autoroute en Alsace, ont décidé de cesser leur grève. Face à la fin de non recevoir d'Emmanuel Macron, ils ont décidé de ne pas mettre davantage leur vie en danger. "Nous voulions ainsi offrir au "champion de la terre" l'opportunité d'accorder ses actes à ses paroles. Mais aujourd'hui, nous désespérons de nos dirigeants dont les actes n'hésitent pas à sacrifier la vie des citoyens, l'avenir de nos territoires à la seule voracité financière des multinationales et de leurs sous-traitants !", écrivent-ils. Voici leur texte.



"Aujourd'hui, 20 novembre 2018, nous avons décidé d'arrêter notre Grève de la Faim. Nous en sommes au 30^e jour sans manger, ne buvant que de l'eau ou de la tisane. La 5^e semaine qui a débuté est le moment où le risque d'atteinte aux organes nobles s'aggrave vraiment.

Face au silence assourdissant des autorités et à la violence des passages en force sur le terrain de Vinci et de ses opérateurs,

Face à l'écho insuffisant dans les médias,

Face à l'inertie d'une majorité d'élus, la grève de la faim est apparue comme l'action, extrême mais nécessaire, pour obtenir un Moratoire assorti d'une mission de médiation.

Nous avons choisi une action violente envers nos corps mais non-violente envers nos protagonistes.

Mais leur attitude, leur fin de non recevoir ne valent pas qu'on mette plus encore notre vie en danger. Le Président de la République, à qui nous avons demandé de nous rencontrer, ne nous a pas témoigné le moindre signe d'attention.

Il est vrai que nous avons placé la barre très haut en nous adressant directement à lui mais le fait est que tous les échelons intermédiaires sollicités ne nous ont opposé qu'un discours convenu, fallacieux voire mensonger dans ses argumentations, jusqu'aux décisions de justice où il était difficile de ne pas voir la main directe des promoteurs du projet. Nous voulions ainsi offrir au "champion de la terre" l'opportunité d'accor-

der ses actes à ses paroles.

Mais aujourd'hui, nous désespérons de nos dirigeants dont les actes n'hésitent pas à sacrifier la vie des citoyens, l'avenir de nos territoires à la seule voracité financière des multinationales et de leurs sous-traitants !

Notre grande victoire est que les frontières virtuelles de notre combat ont sauté !

Des médias, des réseaux sociaux ont relayé les problèmes graves que soulève le GCO (Grand contournement ouest). Des citoyens d'Alsace, de la France entière et au-delà, des élus des communes, des députés, des sénateurs, des parlementaires de l'Union Européenne ont découvert notre combat et nous soutiennent.

Au-delà de la grève de la faim, notre motivation est d'autant plus grande pour nous opposer encore à ce projet néfaste — l'inventivité pour cela est de notre côté ! — mais aussi pour "reconquérir le territoire" de la vie, de la biodiversité et promouvoir de nouvelles mobilités porteuses d'avenir."

Les grévistes de la faim contre le GCO,
le 20 novembre 2018.

Quelles suites ? Comme l'indique le collectif de lutte contre le GCO [sur le site dédié](#), les actions se poursuivront dans les jours et semaines à venir.

"Par respect pour ce que les grévistes de la faim ont fait et enduré, il nous appartient à tous de relever le défi et de faire tomber ce projet d'une manière ou d'une autre. Nous devons être de plus en plus nombreux à nous engager et refuser la résignation", écrivent-ils.

Selon Alsace Nature, de nombreuses organisations, élus et personnalités demandent à Emmanuel Macron de "prononcer le moratoire, seule issue possible à la situation de crispation sur le terrain"¹. Parmi ces organisations figure notamment la CGT Vinci.

"Le chantage à l'emploi ne nous oblige pas à épouser la cause de nos employeurs, ni à réclamer la "protection" de la police, [soulignent-ils](#). Nous réaffirmons notre volonté de travailler à construire un monde meilleur, plus juste et plus vivable, plutôt que de saccager un peu plus une planète en danger — pour le seul bénéfice à court terme d'actionnaires insatiables. Quel monde allons-nous laisser à nos enfants ?"

► Pour en savoir plus sur ce projet de contournement autoroutier de Strasbourg, retrouvez [nos précédents articles](#).

¹ Alsace Nature mentionne les soutiens de France Nature Environnement et ses 3000 associations fédérées, le syndicat des Avocats de France, l'union départementale de la CGT, la CGT Vinci, l'Union des Eglises Protestantes d'Alsace-Lorraine, la Fédération Protestante de France, la Confédération Paysanne, la Société Française pour le Droit de l'Environnement, Collectif Non à l'autoroute A133-A134, Coordination des opposants A45, Coordination de Biz mugui (Alternatiba Pays Basques), le parti communiste français, 70 parlementaires, 250 élus locaux, nombre de personnalités (Eva Joly, Dominique Bourg, Marie-Monique Robin,...).